



## Potentiel économique et industriel de la Bulgarie et de la Roumanie en tant que part du Marché unique de l'UE

Iskra Christova-Balkanska

Economic Research Institute of the Bulgarian Academy of Sciences (ERI BAS),

e-mail [ibalkanska@iki.bas.bg](mailto:ibalkanska@iki.bas.bg); [christovabalkanska1@gmail.com](mailto:christovabalkanska1@gmail.com)

**Résumé :** L'objectif principal de cet article est de révéler le rôle et l'importance du Marché unique (MU) de l'UE et de souligner les principaux facteurs qui déterminent sa performance comme un instrument pour stimuler l'intégration européenne. Il ne fait aucun doute que le MU de l'UE a contribué à la cohésion et à l'intégration des économies de l'UE et a eu un impact important sur le secteur industriel des économies de l'UE. Le problème est de définir jusqu'à quelle mesure le MU contribue au renforcement du tissu économique. L'intégration de la Roumanie et de la Bulgarie à l'UE est étroitement liée à l'inclusion de ces pays au MU et aussi de leur base industrielle. Dans une première partie, sont révélées l'importance du MU et son importance pour fortifier l'intégration économique et commerciale. Dans une deuxième partie, sont mises en relief les particularités du développement économique et politique de la Bulgarie et de la Roumanie et à quel point ces pays ont réussi leur convergence économique étant aussi part du MU.

**Mots-clefs :** le Marché unique de l'Union Européenne ; La crise pandémique du COVID 19 et les industries européennes ; La Nouvelle stratégie industrielle de l'UE ; La spécialisation industrielle de la Bulgarie et de la Roumanie ; Différences structurelles régionales de la Bulgarie et de la Roumanie.

**Abstract:** The main objective of this article is to reveal the role and importance of the EU Single Market (SM) and to highlight the main factors that determine its performance as an instrument to boost European integration. There is no doubt that the EU SM has contributed to the cohesion and integration of EU economies and has had a significant impact on the industrial sector of EU economies. The problem is to define to what extent the SM contributes to the strengthening of the economic fabric. The integration of Romania and Bulgaria into the EU is closely linked to the inclusion of these countries in the SM and also of their industrial base. In the first part, the importance of the SM and its importance in strengthening economic and commercial integration are revealed. In a second part, the particularities of the economic and political development of Bulgaria and Romania are highlighted and the extent to which these countries have succeeded in their economic convergence, being also part of the SM.

**Keywords:** The Single Market of the European Union; The COVID 19 pandemic crisis and European industries; The New EU Industrial Strategy; The industrial specialization of Bulgaria and Romania; Regional structural differences of Bulgaria and Romania.

**Classification JEL :** F18, F21, F23

## 1. Introduction

L'intégration économique et de production de l'UE s'est élevée à un niveau supérieur avec la mise en fonctionnement du Marché unique (MU) européen. La libéralisation du marché et la suppression des taxes et des obstacles à la circulation des biens, des services, des capitaux donnaient un nouvel élan aux activités de production et du commerce des entreprises européennes et amélioreraient leur efficacité et leurs profits. La réduction des redevances améliorerait la compétitivité des multinationales (MN) européennes sur le marché européen et mondial. Le marché unique est crucial pour l'amélioration de l'intégration financière avec la mise en place de l'Union économique et monétaire (UEM).

Le but de cet article est de montrer comment et jusqu'à quelle mesure la Bulgarie et la Roumanie ont adapté leurs économies vers le MU hautement spécialisé. Est-ce que ces pays ont pu réorganiser et moderniser leurs industries avec la localisation et la production d'entreprises européennes dans ces pays ? Est-ce que la Bulgarie et la Roumanie ont eu le financement et le soutien leur permettant d'augmenter les investissements dans de nouvelles technologies et dans des projets verts en vue de la Nouvelle politique industrielle de l'UE ? La modernisation de l'économie au niveau national et régional a une relation directe avec l'accélération de la convergence économique de la Bulgarie et de la Roumanie vers l'UE. La problématique est importante, donnant des connaissances détaillées sur la performance et les résultats économique et industriel de ces pays, ainsi que sur leur potentiel de développement. Dans une première section est indiqué le rôle du MU pour redémarrer l'intégration européenne et commerciale. La deuxième section met en relief la performance économique et commerciale de la Bulgarie et de la Roumanie au MU et la nature des changements au niveau national et régional dans le domaine du potentiel innovatif et évolutif de ces économies.

## 2. Le marché unique européen - un plus haut niveau d'intégration économique de l'Union Européenne

Le marché intérieur est la manifestation de la coopération économique entre les pays de l'Union Européenne (l'UE). Etant un objectif du Traité de Rome de 1957, le marché commun est l'une des premières concrétisations de la Communauté économique européenne. L'union douanière entre en vigueur en 1968 entre les six pays fondateurs. Conformément aux principes libéraux, la suppression des obstacles à la libre circulation des marchandises est vue comme une condition du développement économique des pays.

Après les deux chocs pétroliers - 1970 et 1980 - et en absence d'actions pour relancer l'intégration européenne, les efforts de la Commission Européenne se concentrent sur l'amélioration de la compétitivité de l'industrie européenne. Les bases conceptuelles du marché unique sont posées dans une série de contributions, dont les plus connues sont le « Livre blanc » (1985), le rapport Cecchini (1986) et autres documents, qui prévoient à moyen terme la création de 2 à 5 millions d'emplois, l'augmentation du PIB de l'UE de 4,5 % à 7 %, de l'épargne et de l'investissement, et la reprise de la productivité des industries européennes.

Dans les années 1990, ce marché prend le nom de « marché unique » (MU) ou « marché intérieur »<sup>1</sup>. Il repose sur quatre libertés: libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que une certaine harmonisation fiscale et un rapprochement des législations nationales sont prévues.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Le marché intérieur de l'Union européenne, aussi appelé marché unique (anciennement « marché commun »), est l'espace « sans frontières » au sein duquel les biens, les personnes, les services et les capitaux doivent pouvoir circuler librement.

<sup>2</sup> Le marché unique regroupe les 27 Etats membres de l'Union européenne, l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse.

Le Marché unique a suscité de grandes attentes, car les capacités de production des économies européennes développées devaient avoir un effet positif sur la croissance économique de l'UE à moyen terme, qui était plutôt morose en ces temps-là. La libéralisation du marché et la suppression des taxes et les obstacles à la circulation des biens, des services, des capitaux donnaient un nouvel élan aux activités de production et du commerce des entreprises européennes et amélioraient leur efficacité industrielle et commerciale et les profits des entreprises européennes. La réduction des redevances améliorait la compétitivité des multinationales (MN) européennes sur le marché mondial. Le marché unique était crucial pour l'amélioration de l'intégration financière avec la mise en place de l'Union économique et monétaire. Le marché unique a ouvert de nouveaux horizons et perspectives devant l'industrie européenne. Les activités des entreprises se sont étendues vers d'autres marchés, ce qui influençait positivement la coopération économique de l'UE et l'adoption d'industries à pointe hautement technologiques.

## **2.1. Le marché unique et les défis devant son évolution**

La Commission européenne (CE) de l'UE n'a pas réussi à résoudre nombre de problèmes, directement liés à l'intégration des structures économiques et industrielles. Des différences continuent à persister entre les systèmes fiscaux, ce qui réduit la transparence des activités des entreprises multinationales. Le programme de développement des connexions transeuropéennes n'est pas suffisamment financé, ce qui nuit à la modernisation et à la numérisation des transports et aux liaisons énergétiques dans le cadre du commerce et de l'industrie.

L'Union économique et monétaire (UEM) a renforcé l'intégration monétaire et a influencé positivement l'approfondissement des relations économiques et commerciales au sein de l'UE. Au cours des trois décennies de consolidation du MU, l'UE a traversé une série d'événements économiques, tels que des périodes de récession, dues pour la plupart à des facteurs économiques et financiers internationaux, crises qui ont affecté les fondements de la construction européenne.

La crise économique et financière de 2008 a mis en relief un certain nombre de lacunes dans la coordination économique des Etats européens, comme le manque de convergence économique au sein de l'UE, la persistance de mécanismes de solidarité inefficaces, la faiblesse des banques, l'absence de gouvernance budgétaire et autres lacunes.

La crise de la dette (la crise de la zone euro) a ralenti l'intégration économique et financière. La crise de la zone euro et les turbulences économiques et politiques qui ont suivi ont affecté la convergence économique des pays membres plus faibles économiquement. Les pays membres de l'UE du Sud et notamment la Grèce ont été fortement touchés par la crise globale financière et par le manque de responsabilité budgétaire et ont été un exemple emblématique d'accumulations de dettes, malgré la mise en fonction du Mécanisme européen de stabilité, dont le but principal était de fournir une aide financière sous conditions aux Etats et aux banques.

La Banque centrale européenne (BCE) rachetait les dettes des Etats en difficulté financière, malgré la désapprobation de l'Allemagne. L'Union bancaire ne doit pas compromettre l'unité et l'intégrité du MU, qui reste l'une des plus grandes réussites de l'intégration européenne. La finalisation de l'Union bancaire<sup>1</sup> est une avancée importante vers une véritable UEM. L'Union bancaire est un atout important pour prévenir de faillites bancaires et créer un marché commun de services financiers. L'achèvement de l'Union des marchés de capitaux, visant à accroître l'investissement en Europe, va accentuer l'intégration européenne et la stabilisation du MU.

La crise pandémique du COVID 19 eut d'importantes répercussions sur l'économie de l'UE. Son impact variait selon les écosystèmes et la taille des entreprises. La crise du COVID-19 est la cause de 6.3 % du recul de l'économie. 60 % des PME (petites et moyennes entreprises) ont enregistré une baisse du chiffre d'affaires en 2020. La diminution des échanges s'évaluait à 24 % vers la fin de 2020. L'offre d'emplois des PME a été réduite de 1.7 %, avec l'attente de forte

---

<sup>1</sup> Le but est de mettre en place des règles bancaires cohérentes de l'UE. Les nouvelles procédures de décision et les nouveaux instruments contribuent à la mise en place d'un marché bancaire plus transparent et unifié et stable.

réduction des investissements futurs. (*Commission Européenne*) La crise a mis en relief l'interdépendance des chaînes de valeur européennes et mondiales et a démontré le rôle essentiel d'un MU performant et intégré au niveau mondial.

La crise pandémique liée au COVID-19 a touché tous les secteurs industriels de l'UE27. Au cours de la deuxième vague de la crise pandémique, de nouvelles fermetures d'entités industrielles ont été effectuées, bien que moins graves, en comparaison de l'étape précédente de la crise pandémique. À partir de septembre 2021, la production de biens d'équipement, qui sont à la base de la diffusion des technologies, d'une productivité plus élevée dans le secteur manufacturier et le secteur des services, varie en fonction des conditions du marché. La production d'énergie reste volatile avec une baisse vers le début de 2022, mais avec une tendance plus qu'incertaine due aux turbulences géopolitiques.

Un fait saillant, marquant le démantèlement des mécanismes d'intégration européenne en temps de crise, est que les pays membres de l'UE se sont concentrés sur la protection des industries locales et la promotion de leurs industries par la publicité des biens et de services locaux. Ce type de politiques de protection s'est révélé être une pratique et une priorité des économies développées de l'UE.

Après la crise, plusieurs instruments ont été créés, d'autres ont été renforcés. Le Semestre européen a permis le contrôle des comptes au niveau national, afin d'éviter tout dérapage budgétaire de l'un d'entre eux, qui pourrait mettre les autres pays en péril financier.

Le marché unique n'est pas réellement unifié dans un certain nombre de secteurs économiques, ce qui a entravé les liens d'intégration et la solution rapide des défis auxquels le MU est confronté. La stratégie de Lisbonne, qui visait à faire de l'économie européenne la plus compétitive sur les marchés mondiaux d'ici 2010, était une utopie dans ces circonstances. Le marché unique reste fragmenté, ce qui empêche les entreprises de réaliser leur potentiel économique.

## **2.2. Nouvelle stratégie industrielle de l'UE et le marché unique européen**

La crise pandémique a mis en évidence l'importance de la politique industrielle de l'UE pour le MU, par la suppression des lacunes dans les interactions des entreprises - problèmes que la CE essaye de résoudre depuis 2014. Pour remédier à ces problèmes, de nouvelles mesures ont été introduites pour remédier aux crises futures qui auraient ébranlé le secteur industriel et pour soutenir les investissements publics et privés dans la production. Une démarche importante a été la révision de la Stratégie industrielle de l'UE. L'objectif de la Nouvelle politique industrielle est le développement de nouveaux outils de production et la réduction de la dépendance de l'Europe, vis-à-vis des importations des biens stratégiques de pays tiers. Sur 5200 biens importés dans l'UE, 137 biens proviennent d'écosystèmes sensibles, donc les importations rendent l'UE dépendante des fournisseurs de pays hors l'UE. La cible sont 34 produits importés de la Chine, du Vietnam et de Brésil. L'amélioration de la compétitivité de l'industrie manufacturière est une condition obligatoire pour surmonter la fragmentation du MU et promouvoir les buts essentiels de l'UE vers la double transition – numérisation, économie verte, autonomie commerciale stratégique de l'UE.

La pandémie de COVID-19 a démontré que le MU était un outil essentiel pour faire face à une crise et s'en remettre. Elle a également révélé certaines lacunes structurelles, qui ont empêché de mener une action mieux coordonnée. Les mesures unilatérales prises par les États membres ont entraîné une fragmentation et ont aggravé certaines situations, en particulier pour les PME. Des initiatives ont été proposées pour créer un cadre de gestion de crise équilibré permettant de détecter différentes menaces pour le MU. Renforcer la compétitivité à long terme de l'UE est une exigence suprême. Dans ce but, il faudra réduire la charge administrative, faciliter l'accès aux capitaux et investissements privés, assurer un soutien ciblé dans les secteurs stratégiques ; encourager l'innovation et accroître les investissements dans la recherche et le développement (R&D) et la

transformation numérique de l'économie, et favoriser la transition vers une économie circulaire. (*Conseil européen, mars 2023*).

Cependant, les tendances protectionnistes persistent sur le marché commercial mondial des produits industriels après la crise pandémique, ainsi que l'ébranlement de la géostratégie économique en Europe. Des discordances économiques et politiques existent entre l'Allemagne et la France d'un côté et les États-Unis selon les mesures, limitant les subventions aux véhicules électriques fabriqués aux États-Unis. (Les États-Unis ont quelque peu assoupli ces obligations en acceptant d'accorder des subventions pour les véhicules électriques commerciaux fabriqués dans l'UE.)

La Commission européenne a annoncé à la fois un assouplissement des règles en matière d'aides d'État et la création d'un Fonds souverain européen, dont la définition est très générale et qui devrait contribuer à financer l'expansion des industries vertes. Au cours des négociations, l'Allemagne sera en concurrence avec autres États membres, moins disposés à accorder d'importantes subventions aux entreprises ou ayant moins de capacités financières pour le faire. Les petits États membres craignent que les conditions de concurrence équitables au sein du MU ne soient compromises si les grands États membres comme l'Allemagne et la France subventionnent les secteurs stratégiques industriels. Le Fonds européen destiné à soutenir les industries vertes européennes pourrait compenser ces conditions de concurrence inégales sur le marché européen.

L'Union Européenne et les États-Unis voudraient obtenir une plus grande autonomie en matière d'importations de technologies modernes environnementales et prendre des distances de la politique commerciale chinoise. La Chine et sa politique commerciale continuent à occuper un rôle important dans le débat européen sur la politique extérieure. L'une des principales questions de ce débat est aussi l'étendue des pouvoirs transférés à la CE, en ce qui concerne les initiatives pour adapter l'économie de l'UE vers les nouvelles exigences sur la mise en œuvre sans déviation des objectifs du Pacte vert.

L'instrument du MU pour les situations d'urgence (IUMU) de la CE aborde un autre aspect de l'environnement géopolitique des entreprises. L'IUMU vise à sécuriser l'approvisionnement en biens d'importance stratégique grâce à un degré plus élevé de contrôle sur les chaînes d'approvisionnement critiques. La loi européenne sur les matières premières critiques vise à renforcer la sécurité d'approvisionnement des matières premières les plus importantes pour l'industrie européenne. Cependant, insister sur un niveau plus élevé de contrôle sur les matières premières et les produits critiques pourrait entraver la réalisation d'un objectif politique de l'UE, la stabilité des chaînes d'approvisionnement.

### **3. La Bulgarie et la Roumanie part du Marché unique de l'UE**

Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) membres de l'UE sont fortement intégrés dans le MU par le commerce de biens et services et les flux de capitaux. La synchronisation des activités économiques entre les économies des PECO et l'UE-15 a favorisé une certaine corrélation des cycles économiques en Europe avec un effet positif sur la capacité de production des entreprises.

La Bulgarie et la Roumanie ont intégré une zone à haut niveau de bien-être et, implicitement, un mouvement centrifuge vers l'Occident. Étant des économies ouvertes, la Bulgarie et la Roumanie ont intégré le MU avec la perspective de modernisation des outils productifs par l'attraction des investissements stratégiques et surtout dans le secteur réel. Les investissements dans des secteurs hautement technologiques sont une précondition pour déployer des efforts pour l'approfondissement de la recherche scientifique appliquée et pour une meilleure gestion du processus industriel, ce qui aurait accru le classement de ces pays comme performant et innovant.

L'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie a ouvert la voie aux firmes européennes et à l'activation de leurs opérations de commerce et d'investissement dans cette région. Les

industries bulgares et roumaines sont devenues une partie du MU avec toutes les conséquences consécutives pour leur base industrielle, leur position et leur organisation.

La Bulgarie avait des avantages comparatifs dans certaines industries traditionnelles et prospectives, comme les industries d'équipement électrique et chimique, ordinateurs, industrie alimentaire et métalliques de base, habillement, industries minières et autres, qui avaient besoin de se moderniser par des investissements importants. Certaines sous-industries de la Bulgarie ont connu une évolution positive à l'exception des industries du tabac et de l'automobile. La métallurgie est le principal sous-secteur industriel dont la part dans les exportations de produits industriels occupe le pourcentage le plus élevé. La Bulgarie est impliquée dans la production de pièces de rechange pour l'industrie automobile pour des producteurs européens. L'industrie bulgare est basée sur des produits à faible et moyenne valeur ajoutée. La Bulgarie perd une partie de ses compétences et savoir-faire dans le secteur agricole ayant été confrontées à la concurrence des produits alimentaires par les importations des pays balkaniques voisins et des pays membres de l'UE.

Le noyau de la spécialisation industrielle de la Roumanie est le traitement du pétrole, la production de charbon, le traitement du combustible nucléaire et la production de caoutchouc et de plastique, dont la croissance est de 130 %, le secteur des informations et communications, la production de machines et d'équipements électriques. Certaines industries réduisent leur poids dans l'industrie manufacturière roumaine dont la métallurgie, les produits métalliques, le matériel de transport routier, l'alimentation, les boissons et le tabac. La Roumanie attire des investissements dans les industries automobiles, ce qui élargissait leur potentiel de commerce d'automobiles sur le MU.

La spécialisation industrielle de la Bulgarie et de la Roumanie présente de bons avantages comparatifs dans les secteurs de l'industrie lourde, bien que l'évolution de l'environnement économique, le manque de financement et d'investissements et la concurrence par les firmes européennes aient réduit la niche de marché de ces deux pays au sein du MU et du marché mondial.

L'une des principales raisons est le fait que le MU est très sélectif et que les entreprises bulgares et roumaines ne sont pas compétitives sur le MU, en raison du coût unitaire de la main-d'œuvre plus élevé, de la forte intensité énergétique par rapport aux grandes entreprises européennes. Le capital national est insuffisant pour les investissements en capital fixe et les deux pays sont hautement dépendants des entrées d'IDE, et de financements par les Fonds européens.

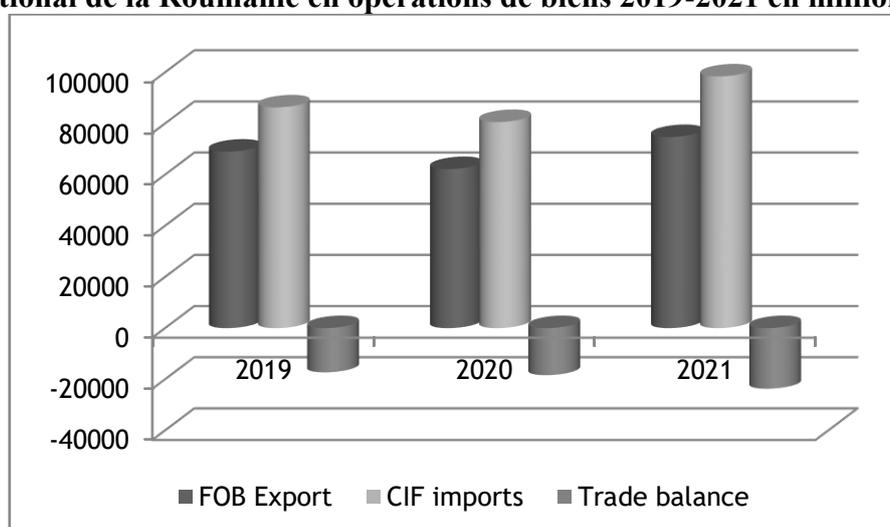
Après la crise de la dette européenne (2010), les exportations de biens de la Bulgarie et de la Roumanie ont augmenté, y compris les échanges de biens intermédiaires. La raison de cette hausse était due à la hausse des commandes de produits industriels par des partenaires européens. L'amélioration des opportunités d'exportation de la Bulgarie et de la Roumanie donnait un indice du développement des industries orientées vers l'exportation dans les secteurs structurels de ces économies.

**Graphique 1 : Importation de marchandises CIF, Exportations de marchandises FOB, Balance commerciale de la Bulgarie (I-XII 2019 – I-XII 2023) en millions de BGN**



Source : Institut national de la statistique de la Bulgarie

**Graphique 2 : Exportations FOB, importations CAF et solde FOB/CAF du commerce international de la Roumanie en opérations de biens 2019-2021 en millions d'EUR**



Source: National Institute of Statistics of Romania, Romania in figures, Statistical abstract for the years 2019-2021.

### 3.1. L'inclusion de la Bulgarie et la Roumanie dans les chaînes de valeur mondiales

L'indice des chaînes de valeur mondiales (Global value chains index (GVC) de l'OCDE mesure l'intégration des pays de l'UE dans les chaînes mondiales de production et de commerce. Cet indicateur est complexe et comprend la part de la valeur ajoutée étrangère importée dans les exportations d'un pays (chaînes de liaisons en amont) et la valeur ajoutée nationale du pays dans les exportations des autres pays, en tant que part des exportations totales du pays (liaisons en aval). Cet indicateur est divisé en deux parties : (1) une partie interne, où l'industrie nationale fournit des biens intermédiaires, et (2) une partie externe, où les biens intermédiaires sont produits à l'étranger.

L'implication du secteur industriel bulgare et roumain dans les processus de production des chaînes de valeur mondiales a contribué à la spécialisation économique des pays et à la diversification de la production.

Les relations de production et commerciales au sein des chaînes de valeurs de la Bulgarie et de la Roumanie suivent le modèle de la valeur ajoutée locale et étrangère dans les exportations et les importations de chaque pays. La Bulgarie importe plus de biens intermédiaires pour produire un certain type d'articles, alors que cet indicateur est plus faible pour la Roumanie.

Les deux économies investissent davantage dans la valeur ajoutée importée dans la production d'un produit donné par rapport à la zone euro et aux pays de l'UE. La valeur ajoutée locale de la Roumanie, dans le cadre des exportations brutes, est plus élevée. Certains des biens exportés du pays sont à leur tour utilisés comme biens intermédiaires dans des pays tiers – le reste du monde, à travers le processus de production fragmenté des chaînes de valeur.

La Bulgarie est importatrice de biens étrangers pour la consommation intermédiaire (en aval de la chaîne). Le pays est classé dans l'intégration en amont selon le « Global value chains index (GVC) » (avec la Lituanie, l'Estonie, la République slovaque, la Hongrie, l'Irlande, le Danemark, le Luxembourg et Malte). Ces économies sont des « réceptrices » nettes de la valeur ajoutée du reste des pays de l'UE. En tant que petite économie ouverte, le pourcentage de valeur ajoutée étrangère importée dans les exportations de la Bulgarie est plus élevé. La valeur ajoutée des biens intermédiaires contenus dans la production de biens ou de services est une composante importante des exportations brutes de la Bulgarie. La Bulgarie est classée parmi les pays qui sont inclus dans les liaisons en amont, bien que cette classification ne soit pas décisive, car chaque processus de production a ses propres caractéristiques et spécificités. Voilà pourquoi la Bulgarie peut être classée dans le groupe des liaisons en aval dans certains cas particuliers.

Plus la valeur de « Global Value Chain index » est élevée, plus le processus de production fragmenté est long. La Bulgarie a une valeur élevée en termes de longueur moyenne des chaînes de valeur mondiales, cela signifie que l'industrie bulgare participe comme maillon de chaînes de production fragmentées. L'indice élevé de la Bulgarie exprime l'importance croissante des industries orientées vers l'exportation. La Bulgarie est impliquée dans ce processus à travers la production de parts pour l'industrie automobile, du textile, de l'extraction de métaux de base, des produits chimiques, de la construction de machines et d'équipements. L'indice global de la Bulgarie est plus élevé en raison du niveau élevé d'intégration du pays en amont et de la spécialisation diversifiée de l'industrie.

En tant que pays à spécialisation diversifiée, la Roumanie est classée dans les liaisons en aval par l'indice GVC (avec l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, la France, la Finlande, les Pays-Bas et la Pologne). Les pays de ce groupe sont des émetteurs nets de valeur ajoutée, ainsi que des pays innovants en Europe. La Roumanie, avec la Pologne, a connu une amélioration des indicateurs d'innovation. La Roumanie est classée comme un pays qui investit plus de valeur intrinsèque dans les exportations brutes (liaisons en aval). Les industries roumaines de biens et de services consomment moins de biens intermédiaires importés, tandis que la valeur ajoutée nationale est plus élevée. En tant que pays producteur de vecteurs énergétiques et spécialisée dans l'automobile, dans les industries chimiques et dans la transformation des matières premières, la valeur ajoutée nationale de la Roumanie est plus élevée dans les exportations.

### **3.2. Potentiel économique et industriel pour surmonter les différences structurelles de la Bulgarie et de la Roumanie avec le niveau moyen de l'UE**

Les économies bulgare et roumaine présentent des particularités significatives et, malgré le processus de convergence économique, leur structure industrielle diffère de celle des autres économies développées de l'UE. La Bulgarie et la Roumanie ont un revenu par habitant inférieur mais une économie en croissance plus rapide. L'industrie manufacturière occupe une part importante de l'économie. Les petites et moyennes entreprises réalisent une part plus importante de chiffre d'affaires. La Bulgarie et la Roumanie ont une évolution positive des créations d'entreprises, de l'activité entrepreneuriale et des entrées nettes d'IDE, ce qui est une précondition bénéfique pour

le développement de technologies d'innovation. Ceci était particulièrement valable pour la période avant la crise pandémique.

Les investissements dans le domaine de la recherche et le développement (R&D) sont plutôt insuffisantes, ayant une tendance négative, faute de différentes causes comme la faible possibilité de financement public et des Fonds Européens, des IDE se tarissant (surtout pour la Bulgarie), des lacunes dues aux crises politiques consécutives et à la faible gouvernance.

En Roumanie et en Bulgarie, il est difficile de démarrer une nouvelle entreprise. La Bulgarie compte une part élevée des firmes non-innovatrices, qui déclarent un bas ou non existant intérêt à investir dans de nouvelles technologies. Malgré que la formation entrepreneuriale et les marchés publics convergent avec le niveau moyen de l'UE, des incitations et stimulations sont nécessaires pour lancer des initiatives concrètes dans le domaine de la R&D et les innovations, surtout en cohésion avec la nouvelle stratégie industrielle européenne (Tableau 1 et 2).

**Tableau 1 : Performance et structure de l'économie de la Bulgarie et de la Roumanie par rapport à l'UE, 2023**

Performance et structure de l'économie	Bulgarie	Roumanie	L'UE
<b>PIB par habitant (PPS)</b>	18,600EUR	24,400	32,600EUR
<b>Croissance annuelle moyenne du PIB (%)</b>	6,4	5,9	4,4
<b>Part de l'emploi manufacturier (NACE C) (%)</b>	18,7	18,9	16,4
<b>dont dans la Haute et Moyennement Haute Technologie (%)</b>	23,1	34,5	38,0
<b>Part de l'emploi dans les services (NACE G-N) (%)</b>	41,3	34,1	41,1
<b>dont services à forte intensité de connaissances (%)</b>	28,8	26,5	35,8
<b>Part du chiffre d'affaires des PME (%)</b>	45,9	40,1	34,1
<b>Part du chiffre d'affaires des grandes entreprises (%)</b>	31,4	43,5	49,6
<b>Entreprises sous contrôle étranger – part de la valeur ajoutée (%)</b>	17,4	15,9	11,8
<b>Affaires et entrepreneuriat</b>			
<b>Créations d'entreprises (10+ salariés) (%)</b>	1,6	2,2	1,0
<b>Activité entrepreneuriale totale (TEA) (%)</b>	6,0	9,7	6,8
<b>Entrées nettes d'IDE (% PIB)</b>	3,6	2,8	2,1
<b>Principales entreprises dépensant en R&amp;D pour 10 millions. population</b>	0,0	0,0	20,3
<b>Profils d'innovation</b>			
<b>Des innovateurs de produits internes avec des nouveautés sur le marché</b>	10,4	2,2	12,2
<b>Des produits innovants en interne sans nouveautés sur le marché</b>	9,1	3,8	12,8
<b>Innovateurs internes en matière de processus métier</b>	10,1	2,9	16,5
<b>Des innovateurs qui ne développent pas eux-mêmes des innovations</b>	4,8	1,2	6,5
<b>Innovation active des non-innovateurs</b>	1,8	0,5	4,1
<b>Non-innovateurs ayant un potentiel d'innovation</b>	14,2	27,0	17,2
<b>Non-innovateurs sans disposition à innover</b>	49,6	62,4	30,7

Source: European Innovation Scoreboard 2023 – Country profile Bulgaria; European Innovation Scoreboard 2023 Country profile Romania

Entre 2015 et 2022, le développement économique de la Bulgarie est de 1,6 %, celui de la Roumanie de 0,2 %, par rapport à la moyenne de l'UE de 9,9 %. La capacité de convergence économique dépend de l'influence d'un ensemble de facteurs politiques, économiques, démographiques, scientifiques et techniques, mais une raison principale pour la baisse des investissements dans de nouvelles industries surtout en Bulgarie est la réduction des investissements des entreprises multinationales européennes dans les secteurs réels structurels.

**Tableau 2 : Performance et structure de l'économie de la Bulgarie et de la Roumanie par rapport à l'UE, 2023**

	Performance par rapport à l'UE en 2023		Performance change 2016-2023		Performance change 2022-2023	
	Bulgarie	Roumanie	Bulgarie	Roumanie	Bulgarie	Roumanie
<b>Indice d'innovation résumé</b>	46.7		4.4		6.1	
<b>Digitalisation</b>	49.8	91.8	12.3	29.2	8.8	16.0
Pénétration du haut débit	73.8	143.3	24.2	57.5	17.4	31.6
Personnes possédant des compétences numériques globales supérieures à celles de base	17.0	21.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Financement et soutien</b>	22.1	18.0	0.8	-0.5	2.0	-12.4
Dépenses de R&D dans le secteur public	21.9	9.4	-1.6	-6.5	-1.6	
Dépenses en capital-risque		30.0		6.6		-40.3
Soutien gouvernemental à la R&D des entreprises		12,4		0.1		2.2
<b>Investissements des entreprises</b>		13,7		-6.0		-2.9
Dépenses de R&D dans le secteur des entreprises		16,7		10.0		1.5
Dépenses d'innovation hors R&D		13.8		-34.6		-14.1

Source: *European Innovation Scoreboard 2023 – Country profile Bulgaria; European Innovation Scoreboard 2023 – Country profile Romania*

Les différences régionales sont importantes pour l'UE, parce que les régions diffèrent en termes de productivité du travail, d'infrastructures et de compétitivité des produits. Cette hétérogénéité dans le développement économique est également valable pour l'UE27. Le PIB est le principal facteur qui montre la performance d'une ou autre région.

Selon l'indice d'innovation « European Innovation Scoreboard », les pays membres de l'UE de l'Europe centrale et orientale sont presque tous des pays émergents innovateurs, à l'exception de la République tchèque qui est classée comme innovateur modéré, y compris au niveau régional

La Bulgarie est un innovateur émergent avec la performance de 46.7 % de la moyenne de l'UE. Cette donnée est inférieure à la moyenne des innovateurs émergents de l'UE. La performance de la Bulgarie augmente à un rythme inférieur par rapport aux autres pays de l'UE (8,5 %). La Roumanie est classée comme innovateur émergent avec la performance à 33,1 % de la moyenne de l'UE et cette performance est inférieure à la moyenne de l'UE (8,5 %) L'écart de la performance des deux pays par rapport à la moyenne de l'UE s'élargit, ce qui pose beaucoup de problèmes sur la convergence économique de la Bulgarie et la Roumanie et la perspective de surmonter les faiblesses relatives et de passer vers une meilleure position dans ce classement.<sup>1</sup> Les différents niveaux de développement des régions et le degré de capacités industrielles constituent un frein à la transformation verte et numérique des économies.

<sup>1</sup> European Innovation Scoreboard 2023

**Tableau 3 : Sélection d'indicateurs au niveau régional de la Bulgarie et de la Roumanie et différences structurelles avec l'Union européenne**

	PIB PAR HABITANT (SPA) UE27=100, 2019	PRODUCTIVITÉ (VAB (PPS) PAR PERSONNE EMPLOYÉE) UE27=100, 2018	LA CROISSANCE DU PIB MOYENNE. % DE VARIATION PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, 2010-2019	TAUX DE CHÔMAGE % DE LA POPULATION ACTIVE, 2020	DÉPENSES DE R&D % DU PIB, 2018	PERFORMANCES INNOVANTES
<b>UNION EUROPÉENNE</b>	100	100	1,57	7,1	2,19	
<b>BULGARIE RÉGIONS</b>	53	2.87(c)	3.12 (a)		0.76	
<b>Severozapaden</b>	32	2.60(c)	2.72		0.49	Innovateur émergent
<b>Severen tsentralen</b>	35	2.47 (c)	2.91		0.32	Innovateur émergent
<b>Severoiztochen</b>	41	2.53(c)	2.59		0.43	Innovateur émergent
<b>Yugoiztochen</b>	40	3.05(c)	3.00		0.32	Innovateur émergent
<b>Yugozapaden</b>	89	2.51(c)	2.85		1.14	Innovateur émergent
<b>Yuzhen tsentralen</b>	37	3.45(c)	3.38		0.44	Innovateur émergent
<b>ROUMANIE RÉGIONS</b>	70	69	3.12(a)	5.0	0.50	Innovateur émergent
<b>Nord-Vest</b>	64	61	3.70	3.8	0.22	Innovateur émergent
<b>Centru</b>	66	76	2.65	7.1	0.31	Innovateur émergent
<b>Nord-Est</b>	44	39	-1.18	3.0	0.19	Innovateur émergent
<b>Sud-Est</b>	58	64	3.23	7.4	0.09	Innovateur émergent
<b>Sud-Muntenia</b>	54	58	-0.89	5.9	0.33	Innovateur émergent
<b>Bucuresti-Iflor</b>	160	133	6.72	4.7	1.15	Innovateur émergent
<b>Sud-Vest Oltenia</b>	54	53	-0.62	5.0	0.24	Innovateur émergent
<b>Vest</b>	71	78	5.49	4.6	0.42	Innovateur émergent

Source : Eurostat data

#### 4. Conclusion

L'inclusion des économies bulgare et roumaine au MU s'est faite consécutivement. Tout au début, la convergence économique était prévisible avec l'adaptation de ces pays vers les structures économiques européennes et le renforcement des liens et l'interdépendance avec l'UE. La manifestation la plus remarquable est l'inclusion des industries (avec l'installation de nouvelles entités de production) dans les chaînes européennes et globales de production et d'approvisionnement. La convergence économique de la Bulgarie et de la Roumanie n'a pas été sans lacunes et a évolué avec des hauts et des bas induits par l'influence des crises consécutives, qui continuent à marquer sensiblement les économies européennes.

L'intégration économique de la Bulgarie et de la Roumanie et leur inclusion au MU et le développement industriel par l'attraction d'investissements par des multinationales européennes a sans doute influencé positivement la résurrection de certains secteurs industriels, mais un aspect marquant et négatif pour la Bulgarie est la perte de compétitivité des produits du secteur agricole, attaqué par des importations massives de pays tiers. Dans la liste d'exportation de la Bulgarie

continuent à prédominer des minerais et des produits à faible valeur ajoutée, ce qui démontre que le pays ne connaît pas un développement économique et commercial positif, malgré la localisation au pays de multinationales européennes. Malgré l'inclusion des industries bulgares dans des chaînes de valeurs de production et d'approvisionnement, l'économie bulgare continue à être classée comme innovateur émergent. De même, l'industrie roumaine, qui produit des outils de haut de gamme et possède des avantages compétitifs par les ressources naturelles et l'industrie lourde, est aussi un innovateur émergent. A part les agglomérations qui sont autour des capitales et de certaines grandes villes de la Bulgarie et de la Roumanie, les autres régions ne peuvent pas se sortir du décalage économique et des pénuries de financement.

Les IDE sont orientés vers des régions qui offrent plus de potentiel économique en comparaison de régions qui restent délaissées et déclassées avec les conséquences déplorables pour leur développement futur. La Bulgarie et la Roumanie continuent à être confrontées à de nombreux défis.

L'application de la Nouvelle stratégie industrielle européenne et les décisions se référant à la transition vers une économie verte et circulaire de l'UE pourraient être une prérogative et une incitation pour la transformation économique et industrielle pour le développement durable au niveau national et régional. Mais les nouvelles exigences créent des contradictions entre la politique d'appliquer des technologies vertes et la fermeture d'entités de l'industrie lourde ce qui a un impact sociologique et démographique négatif pour la région. Les nouvelles politiques de modernisation de l'économie suscitent des contradictions au niveau national sur le développement et la subvention ou la disparition de certains secteurs de l'économie. La Bulgarie et la Roumanie devraient appliquer des politiques raisonnables pour surmonter les déséquilibres de l'économie, attirer des investissements importants pour moderniser les industries par l'incorporation de technologies de pointe. C'est l'un des moyens d'intégration et de surmonter les divergences industrielles et aurait induit une plus importante présence de l'industrie et du commerce de la Bulgarie et de la Roumanie au MU.

## Bibliographie

1. R. Stöllinger, Hanzl-Weiss D., S. Leitner, R. Stehrer (April 2018), Global and Regional Value Chains: How Important, How Different? Research Report 427, WIIW.
2. Russu C., (2015) Industrial Specialization of the European Union Member Countries Economic Insights – Trends and Challenges Vol.IV (LXVII) No. 2, pp. 63 – 73
3. Богданова, М. Й., Парашкевова, Е. Б. (2017) Интелигентна специализация в плановите документи за развитие на България, Scientific Proceedings International Scientific Conference “High technologies. Business Society 2017, year 1, Vol. II, pp. 221-224
4. Bahar D., (November 2016), Diversification or specialization: What is the path to growth and development? Global Economy and Development at the Brookings Institution.
5. Cr.I., Serbanel, Cojanu V. (2016), Romania and its position on global value chain and introductive analysis, Revista Economică 68:1.
  - A. Nacewska-Twardowska (2021) Central and Eastern Europe Countries in the New International Trade Environment at the Beginning of the 21st Century: Global Value Chains and COVID-19, European Research Studies Journal, Volume XXIV, Special Issue 3, 547-560, DOI: 10.35808/ersj/2511
  - B. Adarov (2021), Central, East and Southeast European Countries in the Global Value Chain Network Policy Notes and Reports 51, WIIW.
6. European Regional yearbook (2021), Eurostat.
7. Economic Convergence and Divergence in Europe: Growth and Regional Development in an Enlarged European Union, 2003, Ed. By G. Tumpell-Gurgerell, P. Mooslechner, Edward Elgar P.Ld.
8. Statistical outlook on world manufacturing (2019) Addendum to the release of the 2019 edition of International Yearbook of Industrial Statistics.

9. COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT Country Report Bulgaria 2019 Including an In-Depth Review on the prevention and correction of macroeconomic imbalance Brussels, 27.2.2019 SWD (2019) 1001 final
10. COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT 2022 Country Report - Bulgaria Accompanying the document Recommendation for a COUNCIL RECOMMENDATION on the 2022 National Reform Programme of Bulgaria and delivering a Council opinion on the 2022 Convergence Programme of Bulgaria {COM (2022) 603 final} - {SWD (2022) 640 final}
11. COMMISSION STAFF WORKING DOCUMENT 2022 Country Report - Romania Accompanying the document Recommendation for a COUNCIL RECOMMENDATION on the 2022 National Reform Programme of Romania and delivering a Council opinion on the 2022 Convergence Programme of Romania {COM(2022) 624 final} - {SWD(2022) 640 final}
12. Eurostat data, <https://ec.europa.eu/eurostat/cache/digpub/regions/#gross-domestic-product>
13. European Innovation Scoreboard 2023
14. European Commission, Bulgaria, Country Report, Brussels, COM 2023 602 Final
15. Christova-Balkanska I., (2023) Bulgarian and Romanian industrial potential in the European Single Market, PIAȚA UNICĂ LA 30 ANI, Coordinator Eugen Dijmarescu, ACADEMIA ROMÂNĂ, Institutul Național de Cercetări Economice, „Costin C. Kirițescu”, INSITUTUL DE ECONOMIE MONDIALĂ, p.79-108.